



Déjeuner d'anniversaire à la Maison des sages, où huit seniors en perte d'autonomie vivent en colocation, Buc, Yvelines (2022).

VIVRE ET VIEILLIR EN COLOCATION

Ils sont huit, tous malades d'Alzheimer ou en perte d'autonomie. À la Maison des sages, dans les Yvelines, ils vivent en colocation, avec l'appui d'un personnel qualifié. Ce modèle, répandu en Allemagne, représente une alternative aux maisons de retraite.

C'

est une belle maison bourgeoise baignée de lumière, nichée au cœur du vieux village de Buc, dans les Yvelines, à deux pas de l'église et de la mairie. Élégante, entourée d'un jardin arboré, la maison accueille huit colocataires pas comme les autres : âgés de 76 à 92 ans, ils sont tous atteints de troubles cognitifs.

La visite des lieux est guidée par Alain Smagghe, médecin, cofondateur de La Maison des sages. Première surprise en ouvrant la porte : l'odeur ! C'est bientôt l'heure du repas et le fumet qui émane de la cuisine stimule les narines. Ici, pas d'effluves corporels nauséabonds mêlés aux relents de produits désinfectants. Ça n'a l'air de rien, mais il est rare d'avoir une telle sensation de « chez-soi » en pénétrant dans une maison de retraite. Et pour cause : nous ne sommes pas dans une institution pour personnes âgées mais dans un habitat dit inclusif (*encadré*), la résidence principale de six femmes et deux hommes qui ont emménagé ici pour partager leur vie... le plus longtemps possible.

DES AUXILIAIRES 24 HEURES SUR 24

Sybille, 76 ans, nous convie dans son antre. Fleurie, colorée, sa chambre est un petit nid douillet dont la vue dégagée qui s'étend jusqu'à l'horizon forestier l'enchanté. Les nombreuses photos de ses proches témoignent d'une vie riche d'échanges. Aujourd'hui encore, Sybille, pour autant qu'on l'aide, peut prendre un taxi pour suivre un atelier artistique. Claudette, Fran-

çoise, Catherine, Nicole, Jacqueline, Sybille, Bernard et Robert, le dernier arrivé, sont accompagnés par des auxiliaires de vie présentes 24 heures sur 24, une orthophoniste, une kiné, des bénévoles et leurs proches, le tout dans un environnement adapté, respectueux du rythme de chacun. Violaine de Clarens, coordinatrice de « la vie sociale et partagée », organise et gère avec enthousiasme l'activité de la maison. « *Au début, quand on m'a parlé de ce projet, je n'étais pas trop tentée* », raconte-t-elle. « *L'image que j'avais des vieux, toujours de mauvaise humeur et malodorants, était un repoussoir* », avoue-t-elle. Infirmière, Violaine exerçait en médecine du travail lorsqu'elle a été contactée pour se joindre au projet. « *Je me suis prise au jeu, j'ai commencé bénévolement avant de quitter mon poste : j'ai d'abord trouvé la maison, puis suivi les travaux, participer au "recrutement" des résidents, cherché des partenariats avec le secteur sanitaire, la mairie* », précise Violaine.

Fin 2019, la maison ouvre ses portes. Quelques semaines avant le premier confinement. « *Contrairement aux*

Ehpad, nous n'avons jamais fermé! », souligne A. Smagghe, qui passe deux après-midi par semaine dans la maison, à titre bénévole. Les familles ont réduit leurs visites pour limiter la propagation du virus, les visioconférences ont permis de garder le contact et de maintenir les séances d'orthophonie. Certes, il y a bien eu quelques velléités de franchir le portail, et un peu de tristesse de moins voir les proches. Mais la maison et ses résidents n'ont jamais été coupés du monde extérieur. La solidarité locale, une force de ce type de dispositif, a joué son rôle : des voisins désœuvrés ont proposé leurs services pour l'entretien du jardin et le supermarché local a offert de livrer ses produits, moyennant quoi, il est devenu depuis le principal pourvoyeur des courses. Tous les commerçants du quartier, sensibilisés à la situation des résidents, savent qui avertir si l'un d'eux s'égare un jour.

ENVIRON 1850 EUROS MENSUELS À CHARGE

Au rez-de-chaussée, un vaste salon invite à la conversation. Ou à la lecture, comme Françoise, qui, concentrée, lit un livre pour enfants. Pendant ce temps, Yangshi, auxiliaire de vie polyvalente, s'affaire dans la cuisine installée grâce aux bénévoles d'une grande entreprise voisine. Outre la diversité des ressources humaines, la mutualisation des moyens et des dépenses permet de rester dans une dynamique de vie comme à la maison. À la charge des familles, le loyer, la vie quotidienne (alimentation, assurance, entretien du jardin...) et les salaires des auxiliaires de vie que tous payent à égalité, quel que soit le degré de dépendance.

Le coût réel de fonctionnement tourne autour de 4 000 euros par mois, indique A. Smagghe, mais les résidents et leurs familles bénéficient de plusieurs aides comme



LE FAIT QUE LES
SENIORS SE
PROJETENT DANS
LE FUTUR EST
NOUVEAU,
ILS VEULENT JOUER
UN RÔLE MOTEUR,
CONTRAIREMENT À
LEURS AÎNÉS,
PLUS FATALISTES. »

● DOMINIQUE ARGOU
SOCIOLOGUE

l'APA (aide à l'autonomie versée par le département) et le crédit d'impôt pour l'emploi des aides à domicile. C'est au cas par cas mais au minimum un résident aura un reste charge de 2000 euros environ par mois (soit un coût comparable à un ehpad associatif du même territoire), et au maximum 3 000 euros pour une personne qui a des ressources financières plus importantes et donc une APA de moindre niveau.

LES BOOMERS VONT FAIRE BOUGER LES LIGNES

Un voyage à Berlin a inspiré A. Smaghe pour la conception du projet. En Allemagne, 40 000 personnes âgées désorientées vivent en colocation, des domiciles partagés dont l'idée revient au sociologue Klaus Pawletko, fondateur de l'association « Freunde alter Menschen » (Amis des personnes âgées). « Les conditions y sont plus favorables que chez nous, souligne A. Smaghe : *il existe une assurance perte autonomie ; l'État fédéral se comporte différemment de notre État central qui dicte toutes les normes ; le secteur sanitaire y est souvent porté par le milieu associatif moins freiné par l'idée de contrôle. Enfin, les premières maisons ont été créées à Berlin juste après la chute du Mur, dans des lieux alternatifs, où l'immobilier n'était pas onéreux. Et les Verts se sont emparés de la question du vieillissement pour un faire un sujet politique.* »

Médecin interniste, praticien hospitalier, A. Smaghe a travaillé pendant dix ans dans le secteur gériatrique, avant de prendre en charge un accueil de jour pour les personnes âgées. En accompagnant sa propre mère qui a vécu chez elle jusqu'à la fin de ses jours, le médecin a réalisé que le maintien à domicile d'une personne âgée fragilisée à un coût élevé et demande une connaissance du milieu sanitaire. Une

situation difficilement généralisable à l'ensemble de la population. D'où le désir d'innover.

« *Le renouvellement des générations va induire de nouvelles réponses* », commente Dominique Argoud, sociologue, au laboratoire Lirtes de l'université Paris-Est-Créteil. « *Le fait que les seniors se projettent dans le futur est nouveau, ils veulent jouer un rôle moteur contrairement à leurs aînés, plus fatalistes* », ajoute-t-il. Pour le chercheur, les boomers vont faire bouger les lignes et les professionnels ont un rôle à jouer pour accompagner ces velléités, notamment en ce qui concerne l'habitat alternatif. Les logiques descendantes, purement gestionnaires, vont être revisitées. « *La crise sanitaire a montré une contradiction flagrante entre la rhétorique officielle sur le "care" (prendre soin) et des protocoles qui s'appliquent de façon rigide, frisant la maltraitance* », souligne le sociologue. L'isolement de certains résidents d'Ehpad pendant les confinements, leur détresse, ont laissé des traces durables. Est-ce à dire que l'habitat inclusif est la solution alternative à l'Ehpad ? « *Il n'y a pas de solution unique, il faut une diversification de l'offre en fonction des situations de chacun* », estime D. Argoud.

Le scandale Orpea ne doit pas cacher les nombreuses initiatives positives qui essaient sur le territoire, y compris dans des Ehpad. À Maromme, en Seine-Maritime, le Village des aubépains s'est ouvert sur l'extérieur dès sa conception grâce à une brasserie et un salon de coiffure où se rendent à la fois les résidents de l'Ehpad et les habitants de la ville. « *J'ai bataillé pour rester en cœur de ville, favoriser ces commerces sans réserver de jours aux uns ou aux autres* », explique Marie-Pascale Mongaux, la directrice, que la ghettoïsation des vieux révolte. À La Maison des sages, le repas se

L'habitat inclusif est un logement accompagné, partagé et inséré dans la vie locale. Destiné aux personnes âgées et/ou en situation de handicap qui le choisissent librement, à titre de résidence principale, il est assorti d'un projet de vie sociale défini dans la loi ELAN (2018). Il fait l'objet d'un financement particulier : le forfait habitat inclusif ou, depuis 2021 dans certains départements précurseurs, la prestation d'aide à la vie partagée qui permet l'intervention d'un professionnel chargé de la coordination et de l'animation.

Ce type d'habitat est encore rare : une poignée dans les Hauts-de-France et en Île-de-France, mais le département pionnier est le Morbihan qui en compte 49. À l'origine de ce dynamisme, le Clarpa 56, une association qui fédère 144 clubs de retraités soit 12 000 membres. La première maison a vu le jour à Vannes en 1992. À l'époque, pas de statut officiel, mais la volonté de répondre à des familles dont un proche âgé avait besoin d'un accompagnement permanent et qui ne trouvaient pas de solution d'accueil dans les maisons de retraite classiques. Aujourd'hui, 80 % des résidents du domicile partagé y vivent jusqu'au bout, indique Romain Aubron, directeur du Clarpa 56. Les 20 % restant terminent leurs jours en Ehpad ou à l'hôpital du fait de polyopathologies impossibles à prendre en charge au domicile. ● L.S.

termine, joyeux, malgré la vinaigrette trop épicée. Pour l'anniversaire de Bernard, on ouvre une bouteille de crémant. « *Avec huit résidents, huit auxiliaires de vie, les bénévoles, les occasions ne manquent pas, c'est presque une habitude !* », plaisante A. Smaghe ce à quoi lui rétorque Nicole, l'œil pétillant, « *les habitudes, c'est très mauvais !* »

● LAURENCE SERFATY
JOURNALISTE, AUTEURE ET RÉALISATRICE DE DOCUMENTAIRES.

Lorsqu'elle parle de ses recherches, Marion Villez vous transporte loin des clichés déprimants associés à la vieillesse. Femme de terrain, elle décrit ce qui nourrit son optimisme : les personnes âgées, même atteintes de maladies neurodégénératives, ont de plus en plus voix au chapitre ; la parole des personnels accompagnants, si elle est prise en compte, permet de surmonter bien des difficultés ; les responsables d'établissement innovent continuellement pour trouver un équilibre entre les contraintes structurelles et le bien-être des résidents ; la recherche s'appuie sur ces expériences, en témoigne et ouvre ainsi de nouveaux horizons. Des petites améliorations de la vie quotidienne au développement d'une éthique pragmatique, des alternatives entre le tout-domicile ou le tout-institutionnel à la conception de nouvelles politiques locales, l'imagination est au pouvoir, assure Marion Villez, enseignante-chercheuse au laboratoire Lirtes de l'université Paris-Est-Créteil. Tout n'est pas rose, admet-elle volontiers, et la crise sanitaire a durement révélé la façon dont est « administrée » la vieillesse. D'où la nécessité de former, comme elle le fait dans son enseignement universitaire, les cadres des structures d'accueil aussi bien sur les aspects techniques que gérontologiques. « *Gérer un établissement économiquement ne suffit pas, il faut pouvoir questionner ses pratiques, avoir une vision humaniste de la vieillesse* », souligne la sociologue.



© DR

RECHERCHE

« LE GRAND ÂGE N'EST PLUS UN NAUFRAGE »

Marion Villez travaille sur la sociologie du vieillissement. Un domaine en plein essor porteur d'innovations sociales.

MARION VILLEZ

Maîtresse de conférences en sociologie à l'université Paris-Est-Créteil, ses travaux se centrent sur l'analyse des politiques publiques et des pratiques en matière d'accompagnement des personnes âgées, et des personnes atteintes de troubles cognitifs.

LES LIEUX NE SONT PAS NEUTRES

Marion, qui a grandi et vit dans le Nord, est sensibilisée très tôt à la stigmatisation des populations fragilisées. Élevée par des parents bénévoles aux Petits Frères des Pauvres, elle a souvent partagé les fêtes de Noël en compagnie de personnes âgées vulnérables. Avec son frère aîné architecte, elle échange sur la place des individus dans l'espace social : « *Les lieux ne sont pas neutres*, explique-t-elle. *Que signifie l'assignation d'un groupe à un milieu, quelle représentation sociale en a-t-on ?* » Ce questionnement lui inspire une première recherche sur le réinvestissement d'un mode d'habitat ancien, le béguinage. Autrefois conçu pour héberger des femmes pieuses, le béguinage fournit désormais des lieux de vie aux personnes âgées et offre une alternative à la maison de retraite.

Ce travail intéresse une fondation qui la recrute. Dès lors, son champ de recherche s'élargit, avec une sensibilité particulière pour les innovations qui permettent aux personnes âgées fragi-

lisées d'être elles-mêmes actrices de leur propre vie. Lorsqu'elle rejoint le Lirtes en 2016, Marion continue dans la voie de la recherche-action. « *L'enjeu est de créer un environnement social et architectural favorable, ce qui suppose un engagement partagé à l'échelle locale entre tous les acteurs, qu'ils relèvent des secteurs sanitaires et sociaux ou de la société civile, comme les commerçants, les riverains.* » Pour elle, aucun doute : répondre aux défis du vieillissement est l'affaire de tous.

● L.S.

À LIRE

- « Regards croisés sur l'alternative dans les habitats "alternatifs" pour personnes âgées et dans les établissements d'hébergement de type ehpad » Cécile Rosenfelder et Marion Villez, *Entre domicile et hébergement collectif*, revue thématique du CREAI-Paca-Corse, décembre 2018.
- « L'État, les vieux, les professionnels : la crise sanitaire, un puissant révélateur du mode de gestion de la vieillesse » Dominique Argout et Marion Villez, *Vie sociale*, n° 33, 2021/1.